

MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2024

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN JUIN 2024**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2024, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés pour le premier semestre à l'issue de la mission d'évaluation du FMI achevée en avril 2024.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin juin 2024 s'élèvent globalement à **6.091,9** milliards de FCFA pour une prévision de 6.572,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,7%.

Les réalisations de ressources comprennent **3.195,1** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.896,8** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **2.997,5** milliards de FCFA à fin juin 2024, avec un écart négatif de 149,7 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 3.147,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,2%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- l'impôt BIC hors pétrole et gaz a été collecté à hauteur de **433,4** milliards de FCFA contre un objectif de 521,4 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 88 milliards de FCFA. Cette contre-performance s'explique par l'impact négatif sur les résultats fiscaux des entreprises au titre de l'exercice 2023 de certaines mesures prises au cours de l'année, notamment l'augmentation du tarif de l'électricité des moyennes tensions et le plafonnement des prix de certains biens et services ;
- les **taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **228,4** milliards de FCFA, avec un écart négatif de 42,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 271 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un volume moindre que projeté de cacao exporté (908,3 mille tonnes pour un objectif de 991,2 mille tonnes) et de noix de cajou (494,4 mille tonnes pour un objectif de 657,0 mille tonnes). Cet écart résulte également d'un prix CAF du cacao moins élevé que prévu (1.416,1 FCFA/Kg pour un objectif de 1.566,1 FCFA/Kg) ;
- les **taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de **634,2** milliards de FCFA contre un objectif de 675,1 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 40,9 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement en lien avec une plus forte baisse des prix unitaires (-5,7% contre -3,9% en prévision) et un niveau moindre que prévu du volume des biens importés ;
- la **taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **364,4** milliards de FCFA pour une prévision de 409,3 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 44,8 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte, d'une part, de l'évolution moins favorable de l'activité dans certaines branches à forte contribution fiscale (télécommunications, extraction minière, etc.) et, d'autre part, du retard dans la mise en œuvre de certaines mesures notamment l'extension au cordon douanier du module de gestion automatisée de la TVA et l'opérationnalisation effective du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;
- les **taxes sur les télécommunications** ont été recouvrées à hauteur de **31** milliards de FCFA pour une prévision de 36,4 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 5,4 milliards de FCFA. Ce résultat est essentiellement imputable au retard dans l'opérationnalisation effective du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;

- **les droits d'enregistrement et de timbre** ont été recouverts à hauteur de **138,6** milliards de FCFA pour une prévision de 143,4 milliards de FCFA, soit un écart négatif de **4,8** milliards de FCFA. Ce résultat provient principalement des droits d'enregistrement au titre de l'anacarde en rapport avec un niveau moins élevé que projeté du prix.

Les performances moindres susmentionnées ont été atténuées par les bons résultats enregistrés dans le recouvrement de certaines taxes.

Il s'agit notamment des **revenus du pétrole et du gaz** (+35,9 milliards de FCFA en lien avec un enlèvement de pétrole enregistré en mai et non initialement prévu au premier semestre), des **impôts sur le revenu des capitaux mobiliers** (+34,7 milliards de FCFA en liaison avec le paiement anticipé par certains contribuables d'IRVM dont l'échéance est fixée en octobre), des **taxes sur les produits pétroliers** (+15 milliards de FCFA en liaison avec un niveau plus élevé que prévu des volumes mis à la consommation et une taxation favorable du super carburant), de l'**Impôt sur les revenus et salaires** (+6,8 milliards de FCFA) et de la **taxe ad valorem** (+4,5 milliards de FCFA).

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **75,6** milliards de FCFA, pour un objectif de 55,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 19,9 milliards de FCFA résultant d'un niveau plus élevé que projeté des recettes de services (50,4 milliards de FCFA contre une prévision de 31 milliards de FCFA) principalement en lien avec les commissions sur transferts hors UEMOA (29,2 milliards de FCFA). Ce niveau de réalisation comprend également 19,2 milliards de FCFA de revenus du domaine, 5 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, 0,8 milliard de FCFA de bonus de signature du secteur pétrolier et 0,3 milliard de FCFA de redevance de téléphonie mobile.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **122,1** milliards de FCFA pour une prévision de 122,6 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation comprend 99,9 milliards de FCFA de dons-programmes et 22,2 milliards de FCFA de dons-projets.

Les **produits de privatisations et de ventes d'actifs** encaissés à hauteur de **0,3** milliard de FCFA, correspondent aux ressources issues de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **4,9** milliards de FCFA provenant essentiellement du Port Autonome d'Abidjan.

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **2.004,8** milliards FCFA pour une prévision de 2.286,2 milliards FCFA. L'écart négatif de 281,4 milliards de FCFA constaté est principalement en lien avec la dégradation des conditions de marchés et l'amenuisement de la liquidité induit par le niveau élevé du taux directeur. Les ressources collectées comprennent 426 milliards FCFA de bons du Trésor, 377,9 milliards FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 98,2 milliards d'emprunts obligataires et 1.102,7 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Concernant les **ressources extérieures d'emprunts**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **886,8** milliards de FCFA pour un objectif de 946,7 milliards de FCFA et porte sur **522,7** milliards de FCFA d'emprunts-projets et **364,1** milliards de FCFA d'emprunts-programmes.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin juin 2024, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **6.305,0** milliards de FCFA pour une prévision de 6 756 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,3%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **808,6** milliards de FCFA pour une prévision de 743,7 milliards de FCFA. Le dépassement de 64,9 milliards de FCFA enregistré résulte principalement de l'émission d'Eurobond couplée à une gestion de passifs ainsi que du durcissement des conditions de marché.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **1 239,8** milliards de FCFA.

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **72,6** milliards de FCFA pour une prévision de **62,1** milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (65,5 milliards de FCFA), d'eau (3,5 milliards de FCFA) et de téléphone (3,6 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **377** milliards de FCFA contre une prévision de 518,7 milliards de FCFA.

Les **transferts (hors dépenses liées au CNS et aux élections)** ont été exécutés à hauteur de **393,7** milliards de FCFA, pour une prévision de 387 milliards de FCFA. Ces dépenses incluent la subvention aux écoles privées (108 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (53,3 milliards de FCFA), les bourses et pécules (51,3 milliards de FCFA), les subventions au secteur électricité (20,6 milliards de FCFA) et aux collectivités territoriales (16 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **80,7** milliards de FCFA contre 63,5 milliards de FCFA programmées.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **1.390,7** milliards de FCFA contre une prévision de 1.578,8 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 88,1%.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que dix (10) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieur à 25%, quatorze (14) d'entre eux ont un taux compris entre 25% et 50% et treize (13) d'entre eux présentent des taux d'exécution supérieur à 50%.

Enfin, les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **1.941,9** milliards FCFA pour une prévision de 2.162,2 milliards de FCFA, soit une baisse de **220,3** milliards de FCFA.

S'agissant des dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques, elles se sont établies respectivement à **1.661,2** milliards de FCFA et à **491,6** milliards de FCFA à fin juin 2024, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 1.654,6 milliards de FCFA et de 462,9 milliards de FCFA.

Le **déficit budgétaire** ressortirait ainsi à 962,8 milliards de FCFA à fin juin 2024 pour une prévision de 979,7 milliards de FCFA au premier semestre 2024 et un objectif plancher annuel fixé à 2.120,6 milliards de FCFA représentant 4% du PIB.

CONCLUSION

L'exécution du budget au terme du premier semestre 2024 fait ressortir un niveau de mobilisation relativement satisfaisant des ressources par rapport aux prévisions et une maîtrise continue des dépenses.

En effet, les ressources budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) ont enregistré un bon niveau de recouvrement par rapport aux prévisions (96,3%), les charges de fonctionnement des services ont été globalement contenues à l'intérieur des plafonds de crédits prévus et le niveau de consommation des crédits d'investissement est ressorti relativement en deçà des prévisions.

Pour garantir l'atteinte des objectifs du programme économique et financier conclu avec le FMI, les efforts d'accroissement du recouvrement des ressources, d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et de consolidation de la maîtrise des charges de fonctionnement se poursuivront au cours du deuxième semestre 2024.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin juin 2024, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.



LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin juin 2024)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Fin juin 2024			DEPENSES	Fin juin 2024		
	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)		Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y/c FER)	6 440,8	3 147,1	2 997,5	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 320,9	743,7	808,6
- DGI	3 770,0	1 896,7	1 826,8	Dettes intérieure	579,7	324,6	321,1
- TRESOR	12,9	6,2	6,9	Dettes extérieure	741,2	419,1	487,5
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 657,9	1 244,3	1 163,8				
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	140,8	55,7	75,6	PERSONNEL	2 331,7	1 239,9	1 239,8
Recettes non fiscales Trésor	78,0	32,2	50,4	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	853,7	580,8	449,6
Revenus du domaine DGI	52,3	20,7	19,2	Abonnement	131,5	62,1	72,6
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	0,8	Autres achats de biens et services	722,2	518,7	377,0
Licences de télécommunication	0,0	0,2	0,3				
Fonds d'investissement en milieu rural	10,4	2,6	5,0	TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections)	671,0	387,0	393,7
Autres recettes non fiscales		0,0	0,0	Subvention au secteur électricité	21,0	0,0	20,6
DONS	247,9	122,6	122,1	Autres transferts	650,0	387,0	373,1
Dons programmes	205,0	105,2	99,9	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	61,2	63,5	80,7
AFD (C2D)	199,7	99,9	99,9	Sur financement intérieur	61,2	63,5	80,7
UE	5,3	5,3	0,0				
Dons projets	42,9	17,4	22,2	INVESTISSEMENT	3 966,7	1 578,8	1 390,7
				- Trésor (y/c FIMR et FER)	2 625,0	952,1	845,8
				Projets C2D et PCD	199,8	49,9	31,2
				Investissement FIMR	10,4	2,6	5,0
				Fonds d'Entretien Routier	264,4	113,8	121,1
				Autres investissements	2 150,5	785,8	688,5
				- Financement extérieur des projets	1 341,7	626,7	544,9
				Emprunts-projets	1 298,8	609,3	522,7
				Dons-projets	42,9	17,4	22,2
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	6 829,5	3 325,4	3 195,1	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	9 205,1	4 593,8	4 363,1
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	0,0	0,3	Amortissement de la dette publique	3 475,4	2 162,2	1 941,9
Transfert des entreprises/dette rattachée	36,8	14,1	4,9	Dettes intérieure	1 734,4	1 207,3	1 120,5
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 447,7	2 286,2	2 004,8	Dettes extérieure	1 741,1	954,9	821,4
Emprunts obligataires		518,4	98,2				
Bons et obligations du Trésor		971,1	803,9				
Eurobonds	575,4	796,7	1 102,7				
Emprunts programmes	1 066,8	337,4	364,1				
FMI (y compris FRD)	751,0	300,5	348,9				
Banque Mondiale	246,8	0,0	0,0				
Banque Africaine de Développement		36,9	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)	49,3	0,0	0,0				
Allemagne	19,7	0,0	0,0				
JICA		0,0	15,2				
Emprunts-projets	1 298,8	609,3	522,7				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	5 851,1	3 247,0	2 896,8	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	3 475,4	2 162,2	1 941,9
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	12 680,6	6 572,4	6 091,9	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	12 680,6	6 756,0	6 305,0

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2024)

En milliards de FCFA

LIBELLES	Juin 2024		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	3 147,1	2 997,5	-149,7
<u>DGI</u>	<u>1 896,7</u>	<u>1 826,8</u>	<u>-69,9</u>
Impôts directs	1 085,0	1 062,5	-22,5
Impôts sur bénéfices	612,3	548,3	-64,0
BIC pétrole et gaz	64,6	89,7	25,1
- BIC pétrole	30,3	40,2	10,0
- BIC gaz	34,4	49,5	15,1
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 020,4	972,8	-47,6
- BIC hors pétrole	521,4	433,4	-88,0
- Impôt synthétique et AIRSI	18,5	17,9	-0,6
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	7,7	7,2	-0,5
- Impôts sur revenus et salaires	377,7	384,5	6,8
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	95,1	129,8	34,7
Impôts indirects	811,7	764,2	-47,4
TVA (hors part secteur électricité)	409,3	364,4	-44,8
TVA Exonérée	28,2	16,3	-11,9
TOB	63,3	59,9	-3,4
Taxe sur boissons et tabacs	52,1	50,2	-1,9
Droits d'enregistrement et de timbre	142,7	137,9	-4,8
dont enregistrement café cacao	61,3	60,4	-0,8
Patentes et Licences	29,4	29,3	-0,1
Taxe d'exploitation pétrolière	13,0	17,2	4,3
Taxe d'exploitation du gaz	14,6	21,1	6,5
Taxe sur les télécommunications	36,4	31,0	-5,4
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	16,5	14,1	-2,3
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,7	0,7
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	0,9	0,5	-0,3
Taxe sur les gains des jeux du hasard	0,3	0,3	0,0
Taxe spéciale pour la préservation et le développement forestier	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	32,6	37,0	4,5
Taxe pour le développement touristique	0,6	0,4	-0,3
<u>TRESOR</u>	<u>6,2</u>	<u>6,9</u>	<u>0,7</u>
Impôts directs	5,5	6,1	0,6
Impôts sur revenus et salaires	5,5	6,1	0,6
Impôts indirects	0,7	0,7	0,1
Timbres et vignettes	0,7	0,7	0,1
<u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u>	<u>1 244,3</u>	<u>1 163,8</u>	<u>-80,4</u>
Droits et taxes à l'importation	936,9	910,9	-26,0
Taxes sur produits pétroliers	261,8	276,8	15,0
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	675,1	634,2	-40,9
Taxes à l'exportation	271,0	228,4	-42,6
TVA Exonérée	36,3	24,4	-11,9

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBE

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(En FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2024	Exécution fin juin 2024	Taux d'exécution fin juin 2024
Ministère du Tourisme et des Loisirs	501 000 000	0	0,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	6 533 770 196	335 764 923	5,1%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	9 179 869 059	853 348 031	9,3%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	36 000 000 000	4 843 759 518	13,5%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	1 592 844 220	214 550 000	13,5%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	20 867 097 097	4 442 752 303	21,3%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	316 289 997 500	72 461 677 437	22,9%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	239 171 529 578	55 262 145 800	23,1%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	12 012 997 624	2 785 542 774	23,2%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	427 110 402 823	104 189 462 516	24,4%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	127 084 005 789	38 498 231 500	30,3%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 718 122 763	1 732 658 599	30,3%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	13 376 921 122	4 526 600 780	33,8%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	18 332 192 760	6 304 523 487	34,4%
Représentation Nationale	1 500 000 000	525 000 000	35,0%
Cour des Comptes	1 000 000 000	350 000 000	35,0%
Ministère de la Communication	616 600 000	215 810 000	35,0%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	98 536 623 705	36 892 925 278	37,4%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	19 064 318 912	7 225 954 541	37,9%
Ministère des Transports	372 633 809 339	146 391 853 866	39,3%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	63 307 246 983	25 169 408 193	39,8%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 012 437 896	425 072 852	42,0%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	125 129 949 419	56 893 774 658	45,5%
Cour de Cassation	250 000 000	117 740 000	47,1%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	3 686 850 400	1 852 947 027	50,3%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	32 703 883 048	18 058 784 067	55,2%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	53 348 558 875	29 534 718 497	55,4%
Ministère des Eaux et Forêts	35 695 269 693	19 831 837 981	55,6%
Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 957 000 000	1 118 524 758	57,2%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	8 210 688 180	4 703 334 960	57,3%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	13 929 826 499	8 264 257 525	59,3%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	207 062 524 619	139 653 712 896	67,4%
Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	21 330 961 362	15 285 939 353	71,7%
Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes)	295 352 120 596	221 979 955 018	75,2%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	6 090 769 957	4 652 246 455	76,4%
Présidence de la République	88 793 474 281	79 008 316 042	89,0%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	58 252 022 051	55 804 239 252	95,8%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	2 743 235 686 346	1 170 407 370 887	42,7%
Dépenses communes	1 067 315 218 024	101 450 646 720	9,5%
Compte spéciaux	260 380 696 811	118 844 375 406	45,6%
Total Général	4 070 931 601 181	1 390 702 393 013	34,2%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2024

(En FCFA)

DOMAINES	2023	2024		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif juin	Exécution à fin juin
01 Agriculture et développement rural	124 251 981 381	97 523 465 904	44 558 047 686	63 493 780 219
01.0 Administration générale	22 550 002 619	15 258 608 552	8 880 253 224	8 931 820 069
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	39 970 795 874	23 451 152 566	11 302 661 862	16 619 128 563
01.2 Formation et encadrement	43 223 946 717	39 654 982 433	16 410 204 472	28 819 065 352
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 357 060 736	8 729 002 353	3 927 020 160	4 143 766 235
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	10 150 175 435	10 429 720 000	4 037 907 969	4 980 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	14 855 893 411	16 211 410 372	8 979 057 749	7 720 233 213
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 720 373 079	10 114 794 011	4 997 742 511	5 083 842 508
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 534 846 408	2 268 779 948	1 340 496 347	803 028 270
02.2 Pêche et aquaculture	3 600 673 924	3 827 836 413	2 640 818 892	1 833 362 435
03 Education	1 646 020 066 916	1 646 160 941 037	910 468 449 277	863 618 831 419
03.0 Administration générale	93 125 757 853	99 940 181 710	54 085 774 492	48 461 201 649
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	671 216 696 823	691 916 534 288	340 037 083 804	351 019 000 982
03.2 Alphabétisation	246 866 309	655 200 000	340 708 164	40 824 683
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	615 919 338 737	591 616 945 963	330 686 565 340	292 670 094 930
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	265 511 407 194	262 032 079 076	185 318 317 477	171 427 709 175
04 Santé	672 431 154 169	626 950 406 967	253 130 128 725	254 313 499 827
04.00 Administration générale santé	266 231 288 137	299 935 987 945	134 870 004 621	158 205 017 602
04.01 Système de santé primaire	177 747 335 646	190 104 908 496	44 415 827 881	43 671 873 219
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	5 347 097 729	2 100 000 000	1 084 071 431	592 319 792
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	110 503 518 876	49 139 731 006	38 047 219 828	15 507 554 442
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	17 523 981 950	23 483 048 378	4 290 071 059	8 019 621 265
04.05 VIH/SIDA	40 692 981 382	6 772 962 201	3 095 265 453	325 637 448
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	54 384 950 449	55 413 768 941	27 327 668 452	27 991 476 060
05 Eau et Assainissement	219 336 972	203 681 074 558	74 544 354 742	67 235 562 566
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	102 674 520 009	106 937 790 530	52 499 168 995	17 678 330 462
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	116 662 452 066	96 743 284 028	22 045 185 747	49 557 232 104
06 Energie	171 950 000 000	121 853 745 247	82 948 008 244	38 103 195 528
06.1 Accès à l'électricité	171 950 000 000	121 853 745 247	82 948 008 244	38 103 195 528
07 Routes et ouvrages d'art	333 027 657 586	420 277 850 427	168 053 300 749	208 666 632 511
07.1 Entretiens pistes rurales	16 292 000 000	21 958 465 989	7 205 702 001	12 870 630 654
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	156 285 715 216	136 873 320 155	44 329 910 994	97 791 701 860
07.3 Autres travaux routiers	160 449 942 370	261 446 064 283	116 517 687 754	98 004 299 997
08 Affaires Sociales	102 702 653	88 390 321 144	39 274 082 121	62 270 502 571
08.0 Administration générale	14 914 737 564	17 348 574 311	8 955 758 945	10 745 236 061
08.1 Formations destinées aux femmes	2 234 215 448	4 032 130 061	1 748 756 751	682 606 913
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	27 826 000 000	27 155 557 711	14 356 860 811	11 437 575 057
08.3 Formation au personnel d'appui	1 669 700 843	1 577 369 716	876 781 922	627 570 521
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	56 058 000 000	38 276 689 345	13 335 923 692	38 777 514 019
09 Décentralisation	139 080 000	134 313 815 653	56 931 819 325	57 508 896 687
09.1 Décentralisation	139 080 000 000	134 313 815 653	56 931 819 325	57 508 896 687
10 Reconstructions et réhabilitations	10 998 125	5 494 192 840	4 276 003 162	3 363 332 131
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 084 772 265	1 400 000 000	1 096 881 406	0
10.2 Habitat et logement sociaux	9 913 353 688	4 094 192 840	3 179 121 755	3 363 332 131
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	62 777 761 970	43 931 881 950	11 449 579 183	34 876 991 014
11.1 Promotion et insertion des jeunes	55 464 000 000	40 910 175 901	8 918 464 949	33 000 602 862
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	7 313 761 970	3 021 706 049	2 531 114 234	1 876 388 152
TOTAL	3 497 432 267 316	3 404 789 106 099	1 654 612 830 963	1 661 171 457 686

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN JUIN 2024

	(en FCF A)		
ACTIVITES	Objectif annuel 2024	Objectif 2 ^{ème} Trimestre 2024	Total Exécution fin juin 2024
PROTECTION SOCIALE	29 378 108 186	8 862 046 365	16 541 988 252
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	8 000 000 000	2 400 000 000	7 843 480 801
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	378 108 186	162 046 365	538 507 451
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	3 960 000 000	5 280 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	7 800 000 000	2 340 000 000	2 880 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	3 000 000 000	900 000 000	1 200 000 000
78074000641 Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	4 800 000 000	1 440 000 000	1 680 000 000
SANTE	280 088 436 952	128 434 316 240	138 491 295 595
Personnel santé fonctionnaire	237 412 933 391	114 957 841 431	126 699 220 583
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 057 795 822	334 040 786	131 689 100
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 393 809 970	755 939 990	297 394 938
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 233 278 428	1 021 035 293	302 978 944
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	6 546 933 992	2 067 452 840	2 641 288 313
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	9 975 000 000	3 150 000 000	1 675 547 217
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	14 677 500 000	4 635 000 000	6 021 500 000
Approvisionnement en médicaments	4 791 185 350	1 513 005 900	721 676 500
EDUCATION	679 445 591 086	323 474 326 318	333 342 837 132
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	5 525 529 057	9 209 215 095
Education primaire et préscolaire	628 377 887 474	303 561 570 862	323 803 667 071
Programme de cantines scolaires	2 287 385 800	980 308 200	159 448 075
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques	3 850 000 000	1 650 000 000	3 499 964 695
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	2 804 847 900	14 960 000
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	615 695 856 574	298 126 414 762	320 129 294 301
Enseignement technique et formation professionnelle	33 570 194 931	14 387 226 399	329 954 966
Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 100 000 000	900 000 000	15 000 000
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	5 640 285 000	2 417 265 000	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	629 909 931	269 961 399	314 954 966
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	25 200 000 000	10 800 000 000	0
EMPLOI DES JEUNES	4 992 611 232	2 139 690 528	3 213 557 746
Programme Emploi Jeunes	4 072 361 213	1 745 297 663	2 327 063 550
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	441 980 000	189 420 000	607 284 087
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	231 000 000	99 000 000	155 575 099
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	247 270 020	105 972 866	123 635 010
TOTAL	993 904 747 456	462 910 379 452	491 589 678 725

Source : SIGOBE/DGBF